HAL
open science

Les incertitudes du langage politique dans l'Espagne du Siècle d'Or. Le mot "estado" dans l'oeuvre juridico-politique de Tomás Cerdán de Tallada (Valence, 1533-1614)

Pascal Gandoulphe

▶ **To cite this version:**

Pascal Gandoulphe. Les incertitudes du langage politique dans l'Espagne du Siècle d'Or. Le mot "estado" dans l'oeuvre juridico-politique de Tomás Cerdán de Tallada (Valence, 1533-1614). Cahiers d'Etudes Romanes, 2015, Les mots du politique, 30. hal-01388350

HAL Id: hal-01388350

https://hal.science/hal-01388350v1

Submitted on 26 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

cahiers d'études romanes

Cahiers d'études romanes

30 (2015)
Les mots du politique

Pascal Gandoulphe

Les incertitudes du langage politique dans l'Espagne du Siècle d'Or

Le mot estado dans l'oeuvre juridico-politique de Tomás Cerdán de Tallada (Valence, 1533-1614)

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Pascal Gandoulphe, « Les incertitudes du langage politique dans l'Espagne du Siècle d'Or », *Cahiers d'études romanes* [En ligne], 30 | 2015, mis en ligne le 14 avril 2016, consulté le 13 septembre 2016. URL : http://etudesromanes.revues.org/4900

Éditeur : Centre aixois d'études romanes
http://etudesromanes.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://etudesromanes.revues.org/4900
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
Cahiers d'études romanes est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les incertitudes du langage politique dans l'Espagne du Siècle d'Or

Le mot *estado* dans l'œuvre juridico-politique de Tomás Cerdán de Tallada (Valence, 1533-1614)

Pascal Gandoulphe
Aix-Marseille Université, CAER EA 854

Résumé

Ce article se propose d'interroger les flottements sémantiques des nouveaux mots de la politique, ou des mots par lesquels on désigne une nouvelle conception de la politique et qui s'imposent dans la « littérature politique » européenne au tournant des XVIe et XVIIe siècles. La réflexion portera ici sur la sémantique du mot *estado* dans l'œuvre du juriste valencien Tomás Cerdán de Tallada (1533-1614).

Mots-clés : Espagne, Siècle d'Or, pensée politique, État, gouvernement, État moderne.

Longtemps, l'approche des manifestations politiques, culturelles et institutionnelles du pouvoir a été orientée par l'idée selon laquelle l'affirmation des grandes monarchies et leur évolution absolutiste, ou tout au moins autoritariste, que l'on observe dans l'Europe du XVIe siècle, étaient les signes évidents de la construction de l'État moderne. Jusqu'à une date relativement récente, cette notion d'État moderne, qui établit un lien implicite entre les formes d'organisation politique d'Ancien Régime et les formes contemporaines de l'État, n'a pas fait l'objet d'un réel questionnement, notamment, quant à la vision finaliste de l'histoire politique qu'elle sous-entend[1]. S'il s'agit d'une forme d'organisa-

1 On citera les principales contributions à ce débat : Jesús Lalinde Abadía, « Depuración histórica del concepto de Estado », *El Estado español en su dimensión histórica*, Barcelone, 1984, p. 19-58, qui rejette l'appellation d'État Moderne et considère qu'on ne peut parler d'État à l'Époque moderne et José María García Marín, « En torno a la naturaleza del poder real », *Teoría política y gobierno en la Monarquía hispánica,* Madrid, 1998, p. 45-98 (La première publication de cette étude date de 1984) qui tout en soumettant le concept d'État Moderne à

tion politique du territoire issue de la consolidation du pouvoir monarchique vis-à-vis d'autres facteurs de pouvoir (Église, aristocratie féodale, villes, corps constitués, etc.) celle-ci ne possède pas, comme pourrait le signifier tacitement l'appellation d'État moderne, les germes de ce qui deviendrait, *par la suite*, l'État contemporain issu des révolutions libérales, sujet unitaire de droit public et détenteur du monopole du pouvoir politique, pour reprendre les termes employés par Pablo Fernández Albaladejo[2]. Il est évident qu'une telle approche revient, au pire, à plaquer, sur des réalités politiques, culturelles et sociales différentes, un ensemble de représentations et de notions forgées à partir de la connaissance du monde contemporain, et au mieux, à accorder à l'État une prééminence dans l'ordre politique à l'Époque moderne qui n'est pas aussi claire et évidente qu'il n'y paraît à la seule lecture des manifestations les plus saillantes de son pouvoir.

Alors qu'ils éclairent d'un jour nouveau tout un ensemble de problèmes historiques naguère masqués par une approche trop théorique et essentialiste de l'État et de ses institutions, et contribuent ainsi à une connaissance beaucoup plus fine des moyens et des effets du pouvoir, de nombreux travaux s'intéressant aux modalités de la prise de décision dans les instances de gouvernement, aux conflits de juridictions, au choix et au profil des hommes au service du roi, tendent à écorner cette image toute puissante d'un État Léviathan avant la lettre.

En effet, la plupart de ces recherches aboutissent au constat selon lequel l'État et ses institutions de gouvernement sont loin d'être aussi hégémoniques dans cet entrelacs de corps constitués et de forces sociales jouissant de prérogatives juridictionnelles et de puissants moyens de domination et de fidélisation des hommes.

L'Église, les Cortès, les représentations permanentes de ces dernières dans les royaumes où de telles institutions existent, les conseils municipaux, mais aussi l'aristocratie et ses clientèles sont des acteurs essentiels du jeu politique, tantôt concurrents, tantôt adjuvants d'un pouvoir monarchique. Celui-ci apparaît plus comme une instance de régulation des conflits que comme l'expression d'une « puissance publique » imprimant sa volonté sur le « corps social ».

---

une révision critique, défend un point de vue plus modéré qui en admet la validité, pour autant qu'on ne le confonde pas avec les formes contemporaines de l'État issues des révolutions bourgeoises et libérales.

2 Pablo Fernández Albaladejo, *Fragmentos de Monarquía. Trabajos de historia política*, Alianza Editorial, Madrid, 1993, p. 86-87.

Enfin, l'émergence de la problématique de la « confessionalisation » de la monarchie catholique, ou de la construction de la monarchie confessionnelle, a donné lieu à de nouvelles interprétations des rapports entre l'État et l'Église en Espagne [3]. Nous n'ouvrirons pas ici le débat de la pertinence de l'application de ce concept à l'Espagne du XVIe siècle, mais nous relèverons que cette question a suscité des interprétations diverses, dont l'idée selon laquelle le rôle politique dévolu à l'Église et à nombre de ses prélats aurait conduit l'Espagne sur la voie d'une construction non-étatique du pouvoir monarchique [4].

Allant jusqu'au bout de cette logique de réinterprétation de l'État « espagnol » à l'Époque moderne, certains historiens n'hésitent pas à en nier l'existence, animés du souci légitime de rompre avec une vision évolutionniste de l'histoire, à laquelle le concept d'État moderne, qu'on le veuille ou non, est en grande partie redevable. C'est le cas de Bartolomé Clavero et, d'une façon plus nuancée, de Pablo Fernández Albaladejo, dont les interprétations sont fondées sur une pertinente analyse des fondements juridiques de la société seigneuriale et du rôle dévolu à l'Église dans la construction politique de la monarchie hispanique [5], ainsi que de la structure particulière de la Monarchie hispanique qui est davantage une « union de couronnes et de royaumes » qu'une structure unitaire et intégrée (il n'existe pas d'instrument commun de gouvernement à l'échelle de l'empire espagnol, mis à part un Conseil d'État dont les prérogatives sont assez floues). Ainsi, le renouveau de l'histoire politique, qui a permis de mieux saisir les singularités de l'État à l'Époque moderne, contribuerait-il à la disparition de l'État moderne comme objet d'étude, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

Tout en partageant le même souci que les précédents de ne pas considérer l'État à l'Époque moderne au prisme de ce qu'ont été plus tard les formes libérales et bourgeoises de l'État, d'autres historiens ont cherché

---

3 Ignasi Fernández Terricabras, *Felipe II y el clero secular. La aplicación del Concilio de Trento*, Madrid, 2000; Manuel Fernández Álvarez, *Felipe II y su tiempo*, Madrid, 1998, p. 39; Cf. également, les mises en perspective de José Martínez Millán, « Introducción », José Martínez Millán (dir.), *La corte de Felipe II*, Madrid, 1994, p. 13-35 et de Michèle Escamilla Colin, *Synthèse sur l'Inquisition espagnole et la construction de la monarchie confessionnelle (1478-1561)*, 2002.

4 Pablo Fernández Albaladejo, « Iglesia y configuración del poder en la monarquía católica (siglos XV-XVII). Algunas consideraciones », État et Église dans la genèse de l'État moderne, Jean-Philippe Genet et Bernard Vincent (Ed.), Madrid, 1986., p. 216.

5 Bartolomé Clavero, *Tantas personas como Estados, Por una antropología política de la historia europea*, Tecnos, Madrid, 1986; Pablo Fernández Albaladejo, *Fragmentos de Monarquía. Trabajos de historia política*, Madrid, 1993, notamment, dans le chapitre intitulé *El « estado real »*, p. 86-140.

à mieux définir les spécificités de la forme d'organisation politique dont le début du processus de formation remonte aux XIIe et XIIIe siècles et qui atteint son plein développement aux XVIe et XVIIe siècles. Ceux-là s'accordent à penser que cette nouvelle forme d'organisation politique peut être considérée comme un État puisque sont réunies trois conditions qu'ils considèrent indispensables à sa réalisation : l'apparition d'un pouvoir souverain, la formation d'une communauté territoriale et l'existence d'un appareil centralisé d'instances de gouvernement et de justice [6].

C'est dans cette perspective-là que nous avons choisi de situer notre réflexion, considérant les écarts possibles entre la norme juridique, les discours et les pratiques politiques. D'autant que bon nombre d'œuvres politiques publiées aux XVIe et XVIIe siècles, en Espagne et ailleurs, ont fait du renforcement du pouvoir monarchique et de la recherche des moyens appropriés de l'action politique du monarque et de ses conseillers, l'objet de leurs réflexions, et de leurs inquiétudes, serait-on tenté de dire. Quelles que soient les réponses apportées par les différents auteurs, et quel que soit le degré d'autonomie qu'ils accordent à l'action politique vis-à-vis d'une morale qui ne peut être que chrétienne, les questions qu'ils posent sont suffisamment éloquentes pour ne pas y voir le signe évident d'un profond changement des temps, d'une évolution du pouvoir monarchique, de ses sources de légitimation et de ses moyens, et de l'émergence de la politique comme science, certes balbutiante et « contingente » – pour reprendre un terme qu'affectionnent les « tacitistes » espagnols – à partir des différents outils conceptuels forgés par les philosophes de l'Antiquité, les sources bibliques et patristiques du christianisme, les traditions juridiques issues du droit romain et la réflexion sur l'histoire, celle de Rome principalement.

Mais nous n'allons pas ici nous attacher au contenu des théories politiques produites au Siècle d'Or espagnol. Sur cette question, on doit énormément aux brillantes synthèses de José Antonio Maravall qui constituent une référence

6 Le lecteur trouvera une excellente mise au point allant en ce sens dans la contribution de Salustiano de Dios, « El Estado Moderno, ¿un cadáver histórico ? », parue dans l'ouvrage coordonné par Adeline Rucquoi, *Realidad e imágenes del poder. España a fines de la Edad Media,* Valladolid, 1988, p. 389-408. L'historien y définit, p. 393, les trois conditions que nous mentionnons ici. On trouvera des points de vue similaires dans les articles de José María García Marín, « En torno a la naturaleza del poder real », *op. cit.* p. 75-76 et 94-98 notamment, et de Francisco José Aranda Pérez, « Los lenguajes de la declinación… », *op. cit.* p. 813-815.

dans ce domaine[7]. C'est d'ailleurs pour l'essentiel grâce aux travaux de cet historien espagnol que la philosophie politique espagnole a été portée à la connaissance des historiens et des philosophes français grâce à la traduction, en 1955, de sa *Teoría española del Estado en el siglo XVII* parue en 1948. On peut regretter néanmoins que, malgré cette traduction et malgré les études nouvelles consacrées en Espagne à l'histoire des idées politiques, la pensée espagnole de la Renaissance et du Baroque demeure aussi peu connue de ce côté-ci des Pyrénées, comme l'atteste le peu de cas fait aux auteurs classiques ibériques dans la plupart des ouvrages publiés en France[8], hormis ceux que l'on doit à quelques spécialistes de l'Espagne moderne[9]. Situation d'autant plus inexplicable, mais nous n'allons pas non plus ouvrir ce débat, quand on sait ce que la pensée politique européenne doit aux apports des théories « néo-thomistes » forgées dans les universités espagnoles et à leurs développements dans les écrits des jésuites Juan de Mariana et de Francisco Suárez, pour ne citer que ces deux auteurs.

Notre approche, fragmentaire et impressionniste, consiste plutôt à essayer de comprendre comment émerge dans le discours politique un certain nombre de concepts politiques nouveaux, ou au contenu sémantique nouveau, dont il convient d'élucider le sens, et qui éclairent ce processus que Michel Foucault analyse dans l'un de ces cours du Collège de France, prononcé en 1977-1978 mais publié en 2005 et qui est « le moment où ce quelque chose qu'est l'État a commencé à entrer, est entré effectivement dans la pratique réfléchie des hommes ». Pour le philosophe et historien Michel Foucault, l'État n'est pas tant déterminé par les institutions, les structures politiques, ni l'espace juridictionnel, que par un mode particulier de concevoir le gouvernement qui s'élabore et se diffuse au tournant des XVIe et XVIIe siècles.

> ¿Et si l'État n'était pas autre chose qu'une manière de gouverner ? Si l'État n'était pas autre chose qu'un type de gouvernementalité ? Si en fait, toutes ces

---

7 José Antonio Maravall, *Teoría española del Estado en el siglo XVII*, Madrid, 1944 ; *Estado moderno y mentalidad social,* Madrid, 1972 ; *Utopía y reformismo en la España de los Austrias*, Madrid, 1982.

8 Pierre Mesnard, *L'essor de la philosophie politique au XVIIe siècle*, Paris, Vrin, 1935 ; Philippe Raynaud, Stéphane Rials, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, 1996 ; Yves Charles Zarka, *Philosophie et politique à l'âge classique*, Paris, 1988, et *Raison et déraison d'État. Théoriciens et théories de la raison d'État aux XVIe et XVIIe siècles*, Paris, 1994.

9 Joseph Pérez, *De l'humanisme aux Lumières. Études sur l'Espagne et l'Amérique*, Madrid, 2000 ; Alain Milhou, *Pouvoir royal et absolutisme dans l'Espagne du XVIe siècle*, Anejos de *Criticón* 13, Toulouse, 1999 ; Henry Méchoulan, *Raison et altérité chez Fadrique Furió Ceriol*, La Haye, 1973.

> relations de pouvoir que l'on voit se former petit à petit à partir de processus multiples et très différents les uns des autres et qui petit à petit se coagulent et forment effet, si ces pratiques de gouvernement étaient précisément ce à partir de quoi s'est constitué l'État ? On aurait, à ce moment-là, à dire que l'État n'est pas dans l'histoire cette espèce de monstre froid qui n'a pas cessé de croître et de se développer comme une sorte d'organisme menaçant au-dessus d'une société civile. Il s'agirait de montrer comment une société civile, ou plutôt tout simplement une société gouvernementalisée, à partir du XVIe siècle, a mis en place quelque chose, ce quelque chose à la fois de fragile et d'obsédant qui s'appelle l'État[10].

En d'autres termes, ce processus de construction de l'État à l'époque moderne doit-il être saisi autant par l'étude des structures et des pratiques politiques qui la caractérisent, que par l'étude des discours, de leur diffusion et de leur réception, qui l'accompagnent et l'informent.

C'est pourquoi, nous nous intéresserons aux usages du mot *estado* dans la littérature politique. Le mot *estado* n'a cessé de s'enrichir au fil d'un XVIe siècle ponctué par la publication d'écrits majeurs dans l'histoire de la pensée politique. Si l'usage, dans un sens politique, du terme *estado* s'est largement répandu, cela s'est fait sans pour autant déplacer les sens traditionnels du terme, ni acquérir un sens nouveau univoque et parfaitement déterminé.

Dans ce contexte de mutations qu'est le tournant des XVIe et XVIIe siècles, chaque auteur construit une représentation de l'État, et c'est par l'étude détaillée de son discours qu'on peut prétendre à la connaître. C'est ce que l'on se propose d'ébaucher ici à travers une étude des occurrences du mot *estado*, dans deux textes différents du magistrat valencien Tomás Cerdán de Tallada[11] (1533-1614) : *Verdadero Gobierno de la Monarquía*, publié en 1581 et *Veriloquium en reglas de Estado*, publié en 1604, conjointement avec la deuxième édition de

---

10 Michel Foucault, *Sécurité, population, territoire. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil, p. 251.

11 La seule étude monographique publiée sur le magistrat valencien est celle de Teresa Canet Aparisi, *Vivir y pensar la política en una monarquía plural*, *Tomás Cerdán de Tallada*, Valencia, PUV, 2009. On se reportera également aux études suivantes : Pascal Gandoulphe, «Trayectorias de la tratadística política y jurídica valenciana : Tomás Cerdán de Tallada, del *Verdadero gobierno de la monarquía* (1581) al *Veriloquium en reglas de Estado* (1604)», De Re Publica Hispaniae. *Una vindicación de la cultura política en los reinos ibéricos en la primera modernidad,* F. J. Aranda Pérez, J. D. Rodrigues éd., Madrid, Sílex ediciones, 2008, p. 149-186 ; «La réception des auteurs italiens dans la pensée politique espagnole au tournant des XVIe et XVIIe siècles : le cas du *Veriloquium en reglas de Estado* de Tomás Cerdán de Tallada (Valencia, 1604) », *L'Humanisme italien de la Renaissance et l'Europe,* Publications de l'Université de Provence, 2010, p. 215-225.

Visita de la cárcel y de los presos, ouvrage édité pour la première fois en 1574[12]. L'existence de deux textes juridico-politiques d'un même auteur ne faisant pas partie des plus reconnus, est un fait suffisamment rare dans la littérature politique de l'époque pour qu'il mérite d'être souligné. Cela revêt d'autant plus d'importance pour l'historien, que c'est entre les deux dates de 1581 et 1604 que sont diffusées plusieurs œuvres clés de la pensée politique plaçant au cœur de la réflexion le concept de « raison d'État[13] ».

La comparaison entre les deux ouvrages de Cerdán de Tallada, à la fois théoricien et praticien de la justice et du gouvernement, puisqu'il effectua une longue carrière au service du roi à l'Audience royale de Valence, permet non seulement d'appréhender la réception des idées nouvelles et leur assimilation, mais aussi de préciser les évolutions d'une pensée à ce moment-clé de l'histoire des idées politiques.

Estado/estado dans la langue du Siècle d'Or

Un premier détour par les dictionnaires de l'époque s'impose afin de mesurer l'enrichissement du mot *estado* au long de la période considérée. Nous nous fonderons sur trois ouvrages de référence : le *Vocabulario español latino* d'Antonio des Nebrija[14] (1494), le *Tesoro de la lengua castellana o española* de Sebastián de Covarrubias[15] (1611) et le *Diccionario de Autoridades*[16] (1726, 1732, 1737).

---

12 Tomás Cerdán de tallada, *Verdadero govierno de la Monarquía de España, tomando por su propio sugeto la conservacion de la paz*, En Valencia por la viuda de Pedro de Huete, 1581, en 8. El texto del *Verdadero gobierno* digitalizado por Belford Moré, se puede consultar en el sitio web de la Universtitat de València (http://parnaseo.uv.es/Lemir/Textos/Tallada/index2.htm) ; Veriloquium *en reglas de Estado según derecho natural, canónico y civil, y leyes de Castilla*…, Valencia, Juan Crisóstomo Garriz, 1604 (Plusieurs imprimés de la même édition sont conservés, nous avons consulté celui qui est conservé à la *BNE* (Sig. 2/16546).

13 On pense notamment à la traduction en langue espagnole de l'œuvre de Giovanni Botero, *Diez libros de la Razón de Estado* (1593), Pedro de Rivadeneira, *Tratado del príncipe cristiano* (1595) ainsi qu'à l'ouvrage de Pierre Grégoire de Toulouse, aujourd'hui mal connu, mais qui fit l'objet d'une importante diffusion en Europe : *De republica libri sex et viginti*, (Lyon, 1596 ; réédité à Pont-à-Mousson en 1597).

14 Consultable sur le site de la *Real Academia Española*, *Nuevo Tesoro Lexicográfico de la Lengua Española* (http://buscon.rae.es/ntlle/SrvltGUILoginNtlle). Il s'agit de la version numérisée de la reproduction en facsimilé publiée par la RAE en 1951 de l'édition de Salamanque de 1495.

15 *Ibid.*, il s'agit de la version numérisée de la reproduction en facsimilé de l'édition de Madrid de 1611.

16 Madrid, RAE, Gredos. L'entrée *estado* se trouve dans le 2e volume publié en 1732.

Dans le *Vocabulario* de Nebrija de 1494, qui reprend et complète l'édition de 1492, l'entrée *estado* donne lieu aux définitions suivantes :

> Estado : el altura de cada uno. Statura./Grado en que está cada cosa. Status./ Estado grande, mediano, bajo./Conditio, Status./Estado de la causa. Status causæ, conditio causæ.

Nebrija relève donc trois acceptions principales du mot *estado* : la taille d'un individu, la situation ou l'état dans lequel se trouve toute chose et la condition sociale. L'humaniste relève également un sens juridique particulier qui renvoie à l'état d'avancement d'un procès.

Un siècle plus tard, Sebastián de Covarrubias développe ainsi la première entrée[17] du mot *estado* :

> Estado : en la república ay diversos estados, unos seglares, y otros Ecclesiásticos y destos, unos Clérigos, y otros Religiosos. En la República, unos cavalleros, otros ciudadanos : unos oficiales, otros labradores, &c. Cada uno en su estado y modo de vivir tiene orden, y límite. En otra manera se toma por el gobierno de la persona Real, y de su Reyno, para su conservación, reputación y aumento. Materia de estado, todo lo que pertenece al dicho govierno. Mesa del Estado, el plato que se hace en palacio a los cavalleros de la Cámara, y a otros señores. Consejo de Estado, el supremo de todos en el qual particularmente es cabeça, y preside la persona Real, y en él se tratan las cosas gravísimas de paz y guerra, y estado Real. Poner a uno en estado, es darle modo de vivir. Descaecer de su estado, venir a menos. Caer de su estado, el que turbada la cabeça cae en tierra amortecido.

Nettement plus développée, la première notice de Covarrubias recueille tout d'abord le sens de statut de la personne et mêle dans une même définition deux ordres différents : le statut social et le statut juridique sans faire référence à la structuration des *Cortes* en trois *estados*, acception pourtant largement attestée à la fin du XVIe siècle. Cette définition apparaît en fait à l'entrée du mot *braço* qui est indiqué comme synonyme par le *Diccionario de Autoridades*. La deuxième acception, absente des définitions de Nebrija, est politique et désigne le gouvernement de la personne royale et du royaume. Notons que le terme de « personne » renvoie ici non pas à l'individu, mais à la dimension juridique et juridictionnelle du détenteur de la royauté[18]. Deux expressions complètent et précisent cette acception politique nouvelle : *Materia de estado* et *Consejo de Estado*. Ces deux exemples illustrent la généralisation de l'emploi

17 La seconde entrée reprend le sens traditionnel de « taille » et rappelle que la profondeur des puits se mesure en *estados*, acception sur laquelle nous ne reviendrons pas.

18 Bartolomé Clavero, *op. cit.*

du terme *estado* pour faire référence à tout ce qui a trait au gouvernement de la Monarchie et, au sein du système synodal, au conseil qui traite des questions relatives à la diplomatie et à la guerre à l'échelle de la Monarchie catholique.

Pour Covarrubias, *estado*, dans son acception politique, ne désigne donc pas une structure, mais plutôt un champ de compétences et une pratique, le gouvernement, et s'applique au roi et au royaume. Curieusement, l'auteur du dictionnaire ne donne aucune explication pour l'expression *estado Real* qui apparaît dans la notice comme l'un des sujets occupant le *Consejo de Estado*. Nous y reviendrons.

La formule *Razón de estado* n'apparaît pas à la notice du mot *estado*, mais à celle du mot *razón* et ce, sans aucune explication quant à son contenu, à la différence d'autres expressions formées à partir de *razón* : on ne peut que souligner cette singularité, comme si Covarrubias, manifestant un certain embarras face à cette formule, dont on connaît les polémiques qu'elle suscitait alors, faisait preuve d'une saine prudence.

Voyons maintenant ce qu'indique le premier dictionnaire élaboré par la *Real Academia Española*, le *Diccionario de Autoridades* (*DDAA)* :

> *El ser actual y condicional en que se halla y considera alguna cosa. Es del Latino* Status. Lat. Conditio, Habitus. (Pedro Mexía)
>
> Vale también comúnmente la especie, calidad, grado y orden de cada cosa : y por esso en las Repúblicas se distinguen, conocen y hai diversos estados, unos seculares y otros Ecclesiástico, y destos los unos Clérigos y los otros Religiosos, y de los Seculares propios de la República, unos Nobles y Caballeros, otros Ciudadanos, unos Oficiales, otros Labradores, &c. y cada uno en su estado y modo de vivir tiene orden, reglas y leyes para su régimen. Lat. Status, Conditio, Qualitas (Navarrete, Quevedo)
>
> Es también el que tiene o professa cada uno, y por el qual es conocido y se distingue de los demás : como de Soltero, Casado, Viudo, Ecclesiástico, Religioso, &c. Lat. Status, Conditio. (Quevedo, Monteser)
>
> Significa también cierta medida de la estatura regular que tiene un hombre : y de ordinario la profundidad de los pozos u de otras cosa honda se mide por estados… (exemple Quevedo)
>
> Se toma también por el País y dominio de un Rey, República o Señor de vasallos. Lat. Ditio. (Juan Márquez, Quevedo)
>
> Vale también la disposición u el término en que se halla alguna cosa, o la constitución presente de ella : como un pleito, una dependencia, &c. Lat. Causa vel rei status. (Mariana, Quevedo)
>
> […]

> Estados del Reino. Son los tres que llaman también Brazos dél, y tienen voto en Cortes, llamados para los negocios graves : el primero el Eclesiástico que se compone de los Prelados y Dignidades Eclesiásticas, el segundo de los Grandes y Nobles, y el tercero de las Ciudades que tienen esta regalía. Lat. Regni Ordines (Góngora)
>
> Materia de estado. Es todo lo que pertenece al gobierno, conservación, aumento y reputación del estado del Reino y Príncipe.
>
> Razón de estado. La que se considera y atiende para la conservación, aumento y gloria del estado, y a que mira la política de los Príncipes.
>
> Razón de estado. Por ampliación se llama la que uno discurre y atiende para regular sus propias acciones, en algunos casos en que se atraviessan o su punto, o sus intereses.

Nous avons noté entre crochets le nom des auteurs dont sont tirés les exemples cités par le *DDAA* et souligné les définitions auxquelles nous nous référons principalement par la suite. On relèvera que tous les auteurs cités appartiennent à la première moitié du XVIIe siècle et sont contemporains de Sebastián de Covarrubias, ou immédiatement postérieurs à celui-ci, ce pourquoi, il est pertinent de se fonder sur ce dictionnaire de la *Real Academia Española* pour comprendre l'état de la langue espagnole au tournant des XVIe et XVIIe siècles.

Pour l'essentiel, le *DDAA* reprend et complète les différentes acceptions du *Tesoro* de 1611. Si la référence au *Consejo de Estado* a disparu, l'acception selon laquelle le mot *estado* désigne tout ce qui a trait au gouvernement du royaume est reprise dans la définition de l'expression *Materia de estado* qui est identique à celle que donne Covarrubias.

Deux éléments nouveaux par rapport aux acceptions relevées dans le *Tesoro* font leur apparition dans le dictionnaire de 1732.

Le premier est une définition qui renvoie à la dimension territoriale du mot *estado* : « *el País y dominio de un Rey, República o Señor de vasallos* ». On remarque que la définition conjugue deux notions – *País* et *dominio* – et s'applique indistinctement aux possessions d'un roi, d'une république ou d'une simple seigneur ayant pouvoir de juridiction. Si le mot *País* renvoie bien à une entité territoriale particulière, *dominio* signifie l'autorité et la sujétion, comme nous le rappelle le *DDAA* dans la définition qui est donnée de ce terme : « El mando, imperio y señorío que tiene uno sobre alguna cosa, lugar o provincia del qual puede usar libremente […] ». Dans la définition de cette acception, le *DDAA* n'opère pas de distinction entre différentes sources d'autorité et de sujétion, et applique le terme *estado* aussi bien au roi qu'au seigneur féodal, à la différence du *Tesoro* qui, dans la définition commentée plus haut, réserve l'emploi de ce mot au gouvernement du roi et du royaume.

Le second consiste en deux explications de l'expression « *Razón de estado* » qui reflètent les deux facettes de la Raison d'État : celle qui se situe dans la continuité de la définition donnée par Botero[19] et qui indique l'intérêt de ce qui est ici désigné par *estado* en tant qu'objectif du gouvernement du Prince[20] ; mais aussi celle qui exprime l'excès et l'abus que l'on commet pour arriver à ses fins, qui est le sens négatif et inquiétant pris par l'expression au fil du temps.

On ne peut que constater l'absence d'une définition claire et univoque du mot *estado* dans ce que l'on appellera son acception politique. Cela n'est sans doute pas étonnant, tant cette acception est nouvelle et repose sur des représentations elles-mêmes changeantes et instables.

C'est donc par l'étude minutieuse de ces représentations, forgées par les érudits qui ont écrit sur la politique et le gouvernement, qu'il faut essayer de dégager la sémantique du mot *estado*.

Estado / estado dans les œuvres de Tomás Cerdán de Tallada

Nous avons procédé à un relevé des occurrences du mot « *estado* », avec ou sans majuscule, au singulier ou au pluriel, dans les deux traités juridico-politiques de Tomás Cerdán de Tallada mentionnés plus haut : dans le *Verdadero gobierno de la Monarquía* de 1581, nous en trouvons 15, alors que dans le *Veriloquium en reglas de Estado* de 1604, nous en avons relevé 136.

En nous fondant sur les définitions commentées plus haut, nous avons réparti ces occurrences en quatre groupes :

– Dans son sens neutre, où il désigne l'état, la situation, d'un objet ou d'une entité, le mot *estado* apparaît vingt-neuf fois dans le *Veriloquium* et onze fois dans le *Verdadero gobierno*.

---

19 Stato è un dominio fermo sopra popoli ; e Ragione di Stato è notizia di mezzi atti a fondare, conservare, e ampliare un Dominio così fatto.

20 On soulignera les évolution de la définition de la « Raison d'État » depuis celle que donne Botero : dans le triptyque qui la définit, la référence à la fondation, qui de l'aveu même du Piémontais, n'a pas vraiment lieu d'être, disparaît rapidement au profit d'un autre concept, celui de *reputación* que reprennent les deux dictionnaires mentionnés. L'idée de *reputación* est centrale dans les discours politiques dès le début du XVIe siècle (L'évêque de Badajoz et Président du Conseil de Castille, Pedro Ruiz de la Mota, s'adresse aux *procuradores* des Cortès de 1520 en ces termes : « *este servicio le da gran reputación para las cosas de su Estado* […] ». C'est aussi l'argument de la *reputación* que brandit l'opposition au duc de Lerma, accusé d'affaiblir la Monarchie hispanique suite aux traités de paix négociés avec des puissances ennemies. Et c'est au nom de la *reputación* qu'Olivarès renoue avec une politique belliciste.

– Dans le sens juridique et social de statut des individus la répartition est de seize et une.

– Dans le sens de territoire où s'exerce une juridiction, royale ou seigneuriale, respectivement quinze et trois.

– Enfin, dans son acception de formation politique gouvernant un territoire, ou bien associé à *razón, reglas* ou *materia*, le mot *estado* n'apparaît pas dans le *Verdadero gobierno*, alors que nous en avons relevé soixante-seize occurrences dans le *Veriloquium.*

Ce dernier constat nous permet de mesurer la pénétration de cet usage du mot *estado,* particulièrement dans le sens politique, dans la pensée et les écrits de Tomás Cerdán de Tallada.

En étudiant les soixante-seize occurrences où le terme *estado* prend une valeur politique, de loin la valeur la plus fréquente parmi les cent trente-six apparitions du terme dans le discours, nous avons remarqué que dans vingt-deux d'entre elles le mot e*stado*, toujours avec majuscule, à une exception près, était associé à l'adjectif *Real*, formant une lexie au contenu méritant d'être précisé, d'autant que, comme nous l'avons constaté plus haut, Covarrubias l'emploie mais n'en définit pas le contenu.

La première occurrence de cette lexie se trouve dans le paragraphe du titre du traité :

> *Para el fin que pretendemos de la conservación y del aumento del Estado Real y de la universal quietud y sosiego de España.* [Page de garde, sf]

Le sens de l'expression est ici ambigu. C'est la première fois que le lecteur la rencontre et le doute peut encore subsister entre différentes interprétations. On pourrait entendre *Estado Real* dans le sens de domaine royal ou bien considérer qu'il s'agit là du Tiers-État. Mais notre connaissance du texte nous a montré que ces deux interprétations sont à écarter. D'une part les formules *patrimonio real* ou bien *dominio real* sont plus fréquentes dans le premier de ces deux emplois. D'autre part, lorsqu'il parle du Tiers-État, ce n'est pas ainsi qu'il le nomme, préférant les mots *brazo* ou *pecheros*[21]. En outre dans cet extrait du titre, l'auteur affiche une ambition globalisante qui nous permet d'écarter la deuxième acception.

21 Le mot désigne ceux qui contribuent au service fiscal, le *pecho*, dont sont exemptés nobles et ecclésiastiques.

En effet, l'ensemble de la proposition, introduite par « *conservación y aumento* » qui est une des formules consacrées du discours politique et qui peut s'appliquer à n'importe quelle entité, prend son sens dans l'association qui est établie entre *Estado Real* et *España*. Cette association élargit la portée de l'expression *Estado Real* en l'identifiant à l'Espagne tout entière dont il serait la représentation institutionnelle et politique. À ce moment particulier du texte, on peut encore douter de cette identification et lire la phrase comme une progression, mais la deuxième occurrence lève le doute. Dans la dédicace adressée au roi Philippe III, on peut lire :

> Así por lo tocante a la guerra, como a lo de justicia, que entrambas están enderezadas a la conservación de la República, y del Estado Real. [Dédicace au roi, sf]

Cette fois, la lexie *Estado Real* est associée au terme *República*, c'est-à-dire à l'ensemble du corps social. Dans ces deux exemples significatifs, comme dans une troisième occurrence tirée du chapitre IX, où il est question de *Estado Real y Monarquía de España*[22], on voit comment cette expression entretient un lien étroit avec la monarchie en tant qu'institution, la société organisée et le territoire. À dix-huit reprises, la lexie *Estado Real* est employée seule, comme dans cette citation tirée du chapitre I :

> Se conserva el Estado Real que hoy tenemos por vía de sucesión natural y jurídica, que es el que según la más recibida opinión se ha tenido por más perfecto, y más durable que los demás, por excusar las discordias, disensiones y cismas que solían suceder en las elecciones que se hacían de Rey por la vacante. [Chapitre I, f° 3]

Dans cette réflexion classique affirmant la stabilité que confère le caractère dynastique du mode de transmission, la formule *Estado Real* est employée pour désigner l'institution monarchique. La lexie peut donc désigner à la fois la couronne en tant qu'institution et le royaume dans sa totalité.

Dans un autre exemple, la valeur politique reste dominante mais apparaît une connotation légèrement différente :

> Porque el uno determinará las cosas del Estado Real con la regla y con el compás, que son las determinaciones de las leyes y lección de la Filosofía moral y dichos de hombres sabios, y el otro está claro que determinará las cosas a ciegas. [Chapitre IV, f° 51]

22 Chapitre IX, f° 101

Il ne s'agit plus ici seulement de la structure politique, comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi de son mode de gouvernement. D'ailleurs, dans ce passage, on peut considérer que la formule *las cosas del Estado Real* est à rapprocher de l'expression *en Reglas de* Estado que l'on trouve dans le titre du traité dans le sens très « botérien » de techniques de gouvernement.

Cerdán de Tallada, en employant de façon réitérée l'expression *Estado Real*, sort du cadre habituel de la réflexion politique dont le référent principal demeure le royaume, la couronne ou la monarchie. Plus abstraite, cette lexie confère une dimension universelle à son propos. Un tel usage n'est pas la norme dans la littérature politique espagnole de l'époque. On y parle plus volontiers de *reinos*, de *coronas* ou de *monarquías*. Si Juan de Mariana emploie lui aussi le mot *estado* pour désigner d'une façon globalisante la monarchie, son appareil de gouvernement et le royaume, c'est le pluriel e*stados* qu'utilisent d'autres auteurs.

Les autres occurrences du mot e*stado*, employé seul dans le sens politique, réalisent toutes cette même opération globalisante qui fait embrasser d'un seul regard l'institution monarchique, son appareil de gouvernement et le territoire qu'elle gouverne.

On le voit, l'expression *Estado Real* est particulièrement féconde car sa portée est multiple. À elle seule, elle exprime cette « idée », pour en revenir à la réflexion de Michel Foucault, qu'on commence à appeler « l'État », et qui exprime à la fois la construction politique exerçant son pouvoir sur un territoire donné, le régime monarchique qui est son mode de gouvernement, et le roi qui en est le propriétaire. C'est est un argument plaidant en faveur de la pertinence d'appliquer cette notion à la forme d'organisation politique de la Monarchie hispanique pour autant qu'on s'accorde à en préciser le contenu et à le distinguer des formes d'État issues des révolutions bourgeoises et libérales du début de l'Époque contemporaine[23].

Vers une définition de « l'État » ?

Nous avons mis en évidence la richesse du contenu politique du mot e*stado* et nous avons constaté que le terme recouvrait les aspects idéologiques, institutionnels et territoriaux qui fondent le sens moderne du mot « État ». Mais ce constat, qui repose sur l'étude globale du traité, ne nous renseigne que sur la mise en œuvre du concept, son emploi dans le discours politique de Cerdán de

23 Nous avons rappelé les termes de ce débat dans notre introduction. Voir à ce sujet les points de vue développées par Salustiano de Dios, « El Estado moderno… », *op. cit.* et José María García Marín, « En torno a la naturaleza… », *op. cit.*

Tallada. Pour mieux comprendre quelle est la conception de cet « État » dont le juriste valencien se fait le l'interprète, pour mieux déterminer quelles sont ses sources d'inspiration et comment il se situe par rapport aux autres érudits de sont temps qui écrivent sur la politique et sur le gouvernement, il faut adopter une autre perspective et partir des définitions de l'État dans le *Veriloquium*.

Dès le premier chapitre du traité, Cerdán définit ce qu'il entend par *estado*. Auparavant, comme nous l'avons vu précédemment, il a employé à plusieurs reprises l'expression *Estado Real* sans en expliciter le sens.

Pour définir le terme *estado*, Cerdán de Tallada procède en plusieurs temps. La première définition est donnée dès les première lignes du chapitre intitulé *Qué cosa sea Estado, referido a la dignidad Real*. Dans un double mouvement en apparence contradictoire, *estado* est appréhendé à travers deux qualités opposées. C'est une chose à la fois stable et solide, mais qui est soumise aux aléas des temps :

> Esta palabra Estado, según su propia significación, es una cosa firme, estable y que permanece. Y aunque todas las cosas tienen su principio, medio y fin, y que el tiempo las engendra y las consume : y que correspondiendo a esto, parece que habríamos de tratar primero de la fundación del Estado de una República, o Monarquía, y en segundo lugar de la conservación y del aumento y de los medios para conservarle y engrandecerle [Chapitre 1, f° 1]

On retiendra trois éléments principaux de cette définition : les notions de solidité et de stabilité qui découlent de l'étymologie du mot *estado*, la perspective historique dans lesquelles ces notions sont immédiatement placées, et enfin, l'accent mis par Cerdán sur les techniques de la politique qui permettent la conservation ou l'accroissement des États.

En premier lieu donc, « l'État » est donné comme une structure stable et pérenne, vouée à durer. Nulle qualité métaphysique ne vient lui conférer quelque transcendance que ce soit. Le caractère permanent de l'organisation politique est la qualité première de que Cerdán de Tallada appelle *estado* et « l'État » en tant qu'appareil bureaucratique et militaire répond à cette caractéristique[24]. Il résiste au temps, et bien qu'il y soit soumis lui aussi, ce n'est pas le même temps que celui des hommes. On pourrait objecter que la permanence n'est pas l'apanage de « l'État », et que cette qualité est partagée par d'autres structures politiques, comme l'Église et l'ensemble des corps constitués. Mais, dans cette citation qui ouvre le premier chapitre du *Veriloquium*, l'auteur précise

24 On souscrit à l'analyse que fait José Antonio Maravall, *La philospohie politique…*, *op. cit.* p. 91.

clairement quel est l'objet de sa définition : il s'agit bien de parler « del Estado de una República, o Monarquía ».

En second lieu, l'accent est mis sur l'historicité de ce qui est appelé ici *estado*. Comme toute chose de ce monde, « l'État » a une histoire, avec un commencement et une fin. La réflexion de Cerdán de Tallada s'inscrit dans une pensée d'inspiration historique qui alimente, entre autres choses, tout un discours sur le déclin des grands empires, à commencer par ceux de l'Antiquité. Mais l'approche de Cerdán de Tallada est quelque peu différente. Il prend la précaution d'affirmer qu'il ne s'intéressera pas à la formation des États, mais simplement aux conditions de leur longévité et de leur prospérité. Il ne cherche surtout pas à analyser les causes d'une crise – ou, pour employer le terme le plus fréquemment utilisé, de décadence – dont les « arbitristes » perçoivent, ou croient percevoir, les premiers signes. Avant tout, il tient à rappeler ce constat : les « États » ont leur propre histoire, et cette histoire est déterminée par les actions humaines et les moyens qu'elles mettent en œuvre.

Sur la naissance des « États », Cerdán de Tallada n'apporte que peu de précisions de caractère historique ou juridique. Néanmoins, son propos ne manque pas d'intérêt ni de cohérence puisque la formation de ce qu'il appelle *estado* apparaît comme l'aboutissement d'un processus et d'une évolution historiques :

> Empero como nuestro intento, sólo ha sido tratar de la conservación y del aumento del Estado Real por lo que importa dejaremos de tratar de la primera parte que tiene respeto a la fundación de una República que multiplicadas y unidas debajo del dominio de un Príncipe o República libre, se forma y se engendra un Estado : cómo se ha seguido en esta Monarquía de España, que con el tiempo por medio de matrimonios y sucesiones naturales, y jurídicas extrínsecas, por derechos, acciones y conquistas, concedidas a los Reyes de España por la Sede Apostólica, por justas causas, se han unido en la persona Real de nuestro Rey y señor tantos Reinos, Provincias, señorías y Repúblicas [Chapitre 1, f° 1]

Pour le juriste valencien, une société organisée – ici nommée la *República*, préexiste à « l'État ». Cette société n'est pas vue comme une forme d'organisation sociale parfaitement stable et définie, d'un point de vue territorial, puisque les *Repúblicas* peuvent s'unir les unes aux autres, s'agréger jusqu'à former un ensemble plus vaste. Et c'est justement cette dynamique de croissance, quelle qu'en soit la modalité, héritage ou conquête – Cerdán de Tallada le précise en citant pour exemple celui de la Monarchie hispanique – qui est à l'origine du processus de formation des *estados*. Après ce premier pas que représente l'agrégation de différentes sociétés, et donc de territoires, la seconde phase consiste

en l'émergence d'une forme d'autorité politique qui peut être de nature différente, gouvernement d'un seul – *Príncipe* –, ou de plusieurs, démocratie ou aristocratie, – *República libre.* Dans ce processus qui a toutes les apparences d'une évolution naturelle, donc conforme à la Providence, « l'État » ne vient, si l'on peut dire, qu'en troisième position : lorsque société et territoire sont soumis à une forme d'autorité, il y a émergence d'un *estado*. « L'État » apparaît donc comme une forme suprême d'organisation politique, permettant l'articulation entre les deux termes que sont la société et le territoire, d'une part, et le pouvoir politique, d'autre part. On mesure ici l'originalité de la pensée de Cerdán de Tallada dans le panorama politique espagnol. On peut en effet rapprocher cette définition de celle que donne Jean Bodin dans les premières lignes de *Les six livres de la République* :

> République est un droit gouvernement de plusieurs ménages, et de ce qui leur est commun, avec puissance souveraine. [Livre I, chapitre 1]

Certes, les définitions de Bodin et de Cerdán de Tallada n'ont pas la même visée – Bodin définit de façon abstraite une forme d'organisation politique alors que Cerdán de Tallada en imagine le processus historique de formation– mais on relèvera un certain nombre de points communs : une vision purement séculière, l'idée de la réunion de plusieurs groupes humains, et l'affirmation du lien unissant le Prince, ou le détenteur de l'autorité publique, et le corps social[25]. Enfin, pour ce qui est de la notion de souveraineté qui est au cœur de la réflexion du juriste français et que Cerdán de Tallada n'aborde ici que de façon incidente et atténuée, à travers, la notion de propriété, « dominio », on rappellera que la traduction espagnole de Gaspar de Añastro ne traduit pas l'expression « avec puissance souveraine », selon le texte français, mais selon le texte latin où il est dit « cum summa perpetuaque potestate[26] ». Nous reviendrons sur les points de contact et sur les différences entre la pensée des deux juristes.

Ce que Cerdán de Tallada décrit à travers « l'État » est un dispositif de gouvernement faisant partie de l'ordre naturel du monde, ordre conforme à la Providence divine, mais paradoxalement totalement dénué de transcendance religieuse. Le but qu'il est légitime de poursuivre au gouvernement ? La conservation et l'accroissement de « l'État ». Et dans ce domaine, tout est

25 Sur la réception de Jean Bodin dans la péninsule ibérique, voir : Martim de Albuquerque, *Jean Bodin na península ibérica. Ensaio de historia das ideais políticas et de direito público*, Paris, Fundaçao Calouste Gulbenkian, 1978 et José María García Marín, « La doctrina de la soberanía del monarca (1250-1700) », *Teoría política y gobierno en la Monarquía Hispánica, op. cit.,* particulièrement les p. 293-299.

26 José Antonio Maravall, *La philosophie politique…, op. cit.*, p. 90-92.

affaire de moyens. Cerdán de Tallada le rappelle explicitement, après avoir cité le livre IV de la République de Jean Bodin :

> […] una Monarquía o República viene de ser a no ser, y a perderse o mudarse de un estado feliz y florido en otro infeliz y miserable, por no entenderse las causas, y los medios que la pueden conservar o perder [Chapitre I, f° 2]

Cette citation éclaire davantage le propos de Cerdán de Tallada. Celui-ci développe une pensée du politique qui s'affranchit clairement de l'idéologie finaliste et providentialiste que produisent certains idéologues de la monarchie catholique. La décadence n'est pas vue comme une fatalité, pas plus qu'il n'est dit que la Monarchie catholique est investie d'une mission providentielle qui aurait à voir avec l'établissement sur terre de la cité de Dieu. L'existence des sociétés humaines est inscrite dans un destin, mais pas leur devenir. Il faut comprendre les événements et les hommes, en saisir les ressorts et être capable de prendre les bonnes décisions afin d'assurer la pérennité de l'État monarchique et de ne pas assister impuissant à sa perte. Il y a dans ce propos une affirmation claire du libre arbitre de l'homme puisque c'est lui qui est tenu pour responsable de la marche du monde. C'est de l'homme et de son action politique dont dépend le devenir de « l'État ».

Le deuxième élément de définition figure quelques lignes plus bas, dans le même chapitre I :

> Arrimándonos pues a la palabra Estado, que propiamente representa la persona del Rey y que depende de la persona Real [Chapitre I, f° 2][27]

« L'État » est ici défini comme une représentation du roi auquel il est assujetti. Cette définition établit tout d'abord un rapport d'analogie entre l'État et la personne du roi, qui est comme l'essence du pouvoir : « que propiamente representa ». Ensuite, l'État est vu comme une entité dépendante de la personne royale et, en quelque sorte, à son service. Sans ouvrir le débat, nous nous sommes référés plus haut à la définition juridique du mot *persona* qu'il ne fait pas confondre avec la personne humaine[28], mais quand bien même : du point de vue idéologique, l'identification opérée ici entre le roi et « l'État »

27 La structure de la phrase est ambiguë : le relatif « *que* » pouvant être sujet ou complément, en l'absence de préposition devant le complément « *la persona* », on peut hésiter entre deux lectures radicalement différentes : l'État représente la personne royale, ou bien c'est la personne royale qui représente l'État. En fonction du contexte, nous avons choisi la première lecture. Cette interprétation est confirmée par la traduction que donnent Louis Cazès et Pierre Mesnard de cette citation dans *La philosophie politique espagnole au XVIIe siècle*, *op. cit.*, p. 91.

28 Bartolomé Clavero, *op. cit.*.

confirme l'analyse que l'on a faite de la formule *Estado Real* dont on a souligné la fréquence dans le *Veriloquium*. L'institution monarchique et la personne royale sont la source de « l'État ». Celui-ci est en quelque sorte l'expansion institutionnelle du monarque. Chaque instrument de pouvoir, chaque officier royal en est la représentation. Du point de vue politique, le lien de sujétion « y que depende de la persona Real » reconnaît la prépondérance du roi sur quelque autre facteur de pouvoir [29] et « l'État » est au service du roi dont il est la traduction concrète, institutionnelle, du pouvoir. À ce moment du discours, il n'est nullement fait référence à la traditionnelle vision consensuelle du pouvoir partagé entre le roi et une représentation politique de ses sujets. En cela aussi, Cerdán de Tallada s'écarte du modèle dominant dans la littérature politique espagnole de l'époque où l'on accorde d'ordinaire une grande importance à cette question.

Le troisième élément qu'apporte Cerdán de Tallada dans sa définition de « l'État » est relatif à son mode de transmission :

> Y con la conservación de las dichas tres principales causas, y primeros principios, se conserva el Estado Real que hoy tenemos por vía de sucesión natural y jurídica, que es el que según la más recibida opinión se ha tenido por más perfecto, y más durable que los demás, por excusar las discordias, disensiones y cismas que solían suceder en las elecciones que se hacían de Rey por la vacante [chap. 1, f° 3, p. 43]

S'il n'exclut pas, par principe, d'autres modalités de transmission qu'il ne prend pas la peine de nommer, la meilleure lui paraît être celle de la succession dynastique. S'appuyant sur un argument d'autorité (« la más recibida opinión »), Cerdán de Tallada, à l'instar de la plupart de ceux qui écrivent sur la politique à l'époque défend sans réserve le principe héréditaire de la monarchie espagnole, entièrement confondue ici avec ce qu'il nomme *Estado Real*, au nom de la préservation de la paix et de l'harmonie.

La définition que donne Cerdán de Tallada de « l'État » repose donc sur ces cinq éléments : solidité et pérennité, valorisation de l'action politique comme moyen d'assurer cette pérennité de « l'État », inscription de « l'État » dans l'ordre naturel du monde, identification et soumission au roi, enfin, l'affirmation du principe dynastique comme vecteur de continuité. Comme nous l'avons souligné plus haut, « l'État », tel que le présente ici Cerdán de Tallada, est

29 Cette caractéristique selon laquelle le système institutionnel et bureaucratique de gouvernement est identifié au roi est une des singularités qui distinguent l'État à l'Époque moderne des autres formes d'organisation politique qui lui sont antérieures ou postérieures. Voir à ce sujet les réflexions de José Maríá García Marín, « En torno a la naturaleza… », *op. cit.*, p. 47-52.

dénué de transcendance religieuse. Pouvoir suprême, entièrement identifié au roi et à l'institution monarchique héréditaire dont il est l'instrument, « l'État » en tant que construction politique est abordé comme une structure séculière, dont le devenir dépend exclusivement des actions humaines. C'est à la conservation et à l'accroissement de cette structure que Cerdán de Tallada appelle à œuvrer lorsqu'il a recours aux formules : « la conservación y aumento del Estado Real, el bien y beneficio del Estado Real, aprovechamiento del Estado Real, etc. » que l'on retrouve en maints endroits du texte lorsqu'il est question de projet politique.

Ces caractéristiques inscrivent pour partie la pensée de Cerdán de Tallada dans l'héritage machiavélien de la réflexion sur la politique, héritage dans lequel nous incluons les auteurs tels Jean Bodin, Giovanni Botero ou encore Fadrique Furió Ceriol qui, tout en rejetant certaines des réflexions de l'humaniste florentin, en intègrent à des degrés divers les apports dans l'élaboration d'une science politique compatible avec la morale chrétienne.

C'est pourquoi l'opinion que formule Pablo Fernández Albaladejo au sujet de la conception de « l'État » chez Cerdán de Tallada nous semble discutable et découler d'une lecture hâtive du *Veriloquium*[30]. En effet, Pablo Fernández Albaladejo, dont nous avons rappelé le point de vue critique à l'endroit du concept d'État appliqué à l'Époque moderne dans les premières pages de cet article, cite la première partie de la définition que donne Cerdán de Tallada de l'État, relative à la stabilité et à la durée. Dans le souci bien légitime d'éviter tout anachronisme dans la compréhension du terme État tel qu'il est employé dans les traités politiques de l'époque, l'historien espagnol déduit de cette définition qu'elle peut s'appliquer à n'importe quelle construction politique de n'importe quel pouvoir concurrent et réfute l'idée selon laquelle Cerdán de Tallada concèderait à ce qu'il nomme *Estado* ou *Estado Real* une fonction prépondérante dans l'organisation d'un espace politique qui demeurerait un espace partagé entre l'*Estado Real* et d'autres formes de pouvoirs dotées de structures politiques, des « états » en quelque sorte, à leur service. L'historien en conclut que l'État royal, tel que l'entendent les auteurs de l'époque, est une forme d'État qui serait très différente des formes contemporaines de l'État, et de ce que nombre d'historiens ont appelé et appellent encore « État moderne », considérant que cette entité était dotée de toutes les potentialités de ce que l'on entend aujourd'hui par État. Une vision qui relève, selon Fernández Albaladejo, de l'anachronisme.

On ne peut que souscrire au fondement de cette interprétation, à savoir, le constat selon lequel l'État à l'Époque moderne ne détenant pas la capacité de

30 Pablo Fernández Albaladejo, *Fragmentos de monarquía, op. cit.,* p. 86-88.

créer l'ordre juridique, ne fait que le partager avec d'autres facteurs de pouvoir organisés en corps, corporations ou « États ». Mais au vu de la démonstration précédente, nous n'en recevons pas toutes les conclusions. Cerdán de Tallada accorde à ce qu'il appelle *Estado Real* un rôle prépondérant dans la régulation du champ politique et en fait le seul garant du bien commun de la monarchie et, au-delà, de la chrétienté. C'est ce qu'affiche d'emblée la formule présente dès le titre du *Veriloquium* et que nous avons déjà mentionnée dans l'étude du paratexte :

> La conservación y del aumento del Estado Real y de la universal quietud y sosiego de España y por ella de lo restante de la Cristiandad [Page de garde, sf]

Qu'il s'agisse d'une simple formule rhétorique ne signifie pas qu'elle soit vide de contenu politique. Nous avons vu également, lorsque nous nous sommes intéressé aux différentes acceptions du mot *estado*, quelles étaient les implications de l'association « Estado Real/República » et les liens d'identification que son usage répété contribuait tisser entre les deux notions. Nous étudierons dans la quatrième partie quelle est la conception que forme Cerdán de Tallada de la *República*, mais il semble bien qu'ici, l'État soit perçu, sans doute d'une façon qui n'est pas tout à fait conceptualisée, comme la représentation institutionnelle de la *República* « dans son ensemble ». L'État possède, de ce fait, une prépondérance sur les autres sujets collectifs de droit, États, seigneuries ou corporations. Cette prépondérance sur tous les autres sujets de droit, qui est l'apanage de l'État royal, découle de la souveraineté du roi, en même temps qu'elle en est la manifestation la plus éclatante dans le champ politique.